



# Assemblée générale

Distr. limitée  
27 mai 2005  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-neuvième session

## Cinquième Commission

Point 123 de l'ordre du jour

### Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

**Projet de résolution présenté par le Président à l'issue  
de consultations officielles**

### **Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : questions concernant toutes les opérations de maintien de la paix**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 49/233 A et B des 23 décembre 1994 et 31 mars 1995, 51/218 E du 17 juin 1997 et 57/290 B du 18 juin 2003,

*Ayant examiné* le rapport général du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies<sup>1</sup>,

#### **I.**

1. *Sait gré* à tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix des efforts qu'ils déploient pour faire face à l'accroissement sans précédent du nombre d'opérations de maintien de la paix;

2. *Fait siennes* les conclusions et recommandations qui figurent dans le rapport général du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>1</sup>, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter chaque année un rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix indiquant notamment l'évolution de la taille, de la composition et du financement de ces opérations, les faits nouveaux importants, les efforts déployés pour améliorer la

---

<sup>1</sup> A/59/736.



gestion et le fonctionnement des opérations et les priorités adoptées pour l'année à venir en ce qui concerne la gestion, ainsi que les mesures prises pour appliquer les dispositions de la présente résolution;

4. *Prie* aussi le Secrétaire général de présenter dans le projet de budget de chaque opération de maintien de la paix pour l'exercice 2006/07 des renseignements utiles sur les gains d'efficacité réalisés grâce à l'application des dispositions pertinentes de la présente résolution;

## **II. Budgétisation axée sur les résultats**

1. *Réaffirme* sa résolution 55/231 du 23 décembre 2000;

2. *Estime* que les techniques de budgétisation axée sur les résultats sont de mieux en mieux appliquées dans les projets de budget des opérations de maintien de la paix;

3. *Décide* que les techniques de budgétisation axée sur les résultats progressivement adoptées doivent être appliquées de façon strictement conforme à sa résolution 55/231;

4. *Rappelle* qu'au paragraphe 9 de sa résolution 55/231, elle a prié le Secrétaire général de faire apparaître dans le projet de budget-programme des réalisations escomptées et, si possible, des indicateurs de succès permettant de mesurer les résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes de l'Organisation, et non ceux obtenus par tel ou tel État Membre;

5. *Constate* que certains indicateurs de succès figurant dans les projets de budget et les rapports sur l'exécution des budgets semblent mesurer les résultats obtenus par des États Membres et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les indicateurs de succès soient utilisés pour mesurer non pas les résultats obtenus par les États Membres mais bien, autant que possible, la contribution apportée par les missions de maintien de la paix à la concrétisation des réalisations escomptées et des objectifs arrêtés, conformément à leurs mandats respectifs;

6. *Prie* le Secrétaire général de présenter ses projets de budget en se conformant strictement à sa résolution 55/231;

7. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de perfectionner le cadre de budgétisation axée sur les résultats et à présenter une information financière plus claire sur toutes les composantes des missions;

8. *Prie* le Secrétaire général de tenir pleinement compte des aspects opérationnels, logistiques et financiers lors de la planification des opérations de maintien de la paix, en mettant en corrélation les budgets axés sur les résultats et les plans d'exécution des mandats de ces opérations;

## **III. Présentation des budgets**

1. *Rappelle* le paragraphe 5 de sa résolution 57/290 B;

2. *Note avec préoccupation* que la présentation des documents qui lui sont soumis est de qualité inégale et prie une nouvelle fois le Secrétaire général de faire apparaître dans les projets de budget toute l'information dont il dispose pour justifier ses demandes de crédits;

3. *Réaffirme* l'article 153 de son Règlement intérieur et prie le Secrétaire général de lui présenter, dans son rapport d'ensemble, des renseignements détaillés sur les grands changements d'orientation ayant une incidence sur le montant des crédits, les politiques de gestion des ressources humaines ou les besoins opérationnels et nécessitant l'approbation de l'Assemblée générale;

4. *Se félicite* qu'une nouvelle méthode de budgétisation des dépenses afférentes au personnel international ait été utilisée dans les projets de budget pour 2005/06;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le Département des opérations de maintien de la paix et toutes les opérations fassent tout leur possible pour imposer une discipline budgétaire stricte et des mesures efficaces de contrôle de l'exécution des budgets;

6. *Prie aussi* le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne d'analyser le processus d'élaboration des projets de budget des opérations de maintien de la paix, notamment du point de vue des attributions respectives du personnel des missions et de celui du Siège, et de lui présenter ses conclusions, assorties de recommandations sur les moyens de rationaliser ce processus, dans le rapport demandé à la section IV de la présente résolution;

7. *Décide* qu'étant donné l'importance critique des budgets pour le bon fonctionnement des missions, la présentation des projets de budget des missions au Siège relèvera de l'autorité et de la responsabilité du chef de la mission et représentant spécial;

8. *Réaffirme* qu'il importe de fournir aux opérations de maintien de la paix les ressources financières dont elles ont besoin, en particulier aux phases de démarrage et d'expansion, pour qu'elles puissent s'acquitter intégralement, efficacement et ponctuellement des mandats énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité;

9. *Affirme* que les projets de budget doivent, dans la mesure du possible, indiquer les améliorations de la gestion et les gains d'efficacité réalisés, ainsi que les stratégies qui seront suivies en la matière;

10. *Prie* le Secrétaire général de réexaminer régulièrement les fonctions associées aux différents postes et de déterminer la classe de ces postes en fonction de l'évolution des besoins opérationnels, ainsi que des responsabilités et des fonctions qu'assument effectivement les titulaires, en vue d'une utilisation plus rationnelle des ressources;

#### **IV. Examen des structures de gestion de toutes les opérations de maintien de la paix**

*Rappelant* sa décision 59/507 du 29 octobre 2004,

*Ayant examiné* la note du Secrétaire général sur l'examen des structures de gestion de toutes les opérations de maintien de la paix<sup>2</sup>;

1. *Rappelle* qu'elle a demandé que plusieurs opérations de maintien de la paix complexes réexaminent leurs structures, compte tenu de leur degré de

---

<sup>2</sup> A/59/794.

complexité, de leur mandat et de leurs particularités, note que certaines opérations l'ont fait, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les autres opérations complexes procèdent à l'examen demandé et rationalisent leurs structures, ainsi que de lui faire rapport à ce sujet dans les projets de budget pertinents;

2. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'évolution des structures des différentes opérations de maintien de la paix, pour éviter que certaines fonctions ne fassent double emploi et que les postes des classes supérieures ne représentent une trop grande proportion du total, compte tenu du mandat, du degré de complexité et des particularités de chaque mission;

3. *Rappelle*, dans ce contexte, sa résolution 59/272 du 23 décembre 2004;

4. *Prie* le Secrétaire général de charger d'urgence au Bureau des services de contrôle interne de réaliser un audit de gestion approfondi portant sur les pratiques du Département des opérations de maintien de la paix et sur les risques de double emploi, de fraude et d'abus de pouvoir dans les domaines opérationnels des finances, y compris l'établissement des budgets, des achats, des ressources humaines, y compris le recrutement et la formation, et de l'informatique, et de lui faire rapport à ce sujet à sa soixantième session;

5. *Prie aussi* le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne, étant donné que le Département des opérations de maintien de la paix est de plus en plus sollicité et que cette charge pèse sur son fonctionnement, d'examiner les structures de gestion de ce département en tenant compte des mandats définis par le Conseil de sécurité et des recommandations que le Bureau lui-même et le Comité des commissaires aux comptes ont faites à plusieurs occasions<sup>3</sup> et en s'intéressant particulièrement aux échanges, à la coordination et à la coopération entre le Département et les autres départements et bureaux du Secrétariat, notamment mais non exclusivement le Département des affaires politiques, le Département de l'information, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et le Département de la gestion, ainsi que les fonds et programmes concernés, et de lui faire rapport à ce sujet à sa soixante et unième session;

6. *Prie* le Secrétaire général de revoir, rationaliser et simplifier régulièrement les procédures et de recommander des modifications des règlements et règles, selon qu'il conviendra, pour que les mécanismes administratifs soient plus efficaces et plus efficaces et que des économies puissent être réalisées au titre des ressources humaines et d'autres objets de dépense;

7. *Prend note* de l'observation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant la nécessité d'une application intégrale et rapide des recommandations de tous les organes de contrôle, engage instamment le Secrétaire général à mettre en place sans tarder un mécanisme de suivi de haut niveau, et le prie de lui faire rapport à ce sujet à sa soixantième session;

8. *Souligne* qu'il importe d'améliorer la coopération et la coordination entre les opérations de maintien de la paix et le Siège en ce qui concerne les enseignements tirés de l'expérience et les questions susceptibles d'intéresser toutes les missions;

---

<sup>3</sup> Notamment dans le document A/58/746.

9. *Prie* le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que tous les règlements et règles de gestion financière, statuts et règlements du personnel et textes administratifs soient scrupuleusement respectés par toutes les missions et pour que des mesures disciplinaires appropriées viennent sanctionner tout manquement;

10. *Prie aussi* le Secrétaire général de mener à bien le processus d'établissement des directives qui régiront l'application à tous les membres du personnel des Nations Unies des normes fondamentales de conduite et de comportement;

11. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel qui participe aux opérations de maintien de la paix sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, en tenant compte des paragraphes 5 et 6 de la résolution 1502 (2003) du Conseil de sécurité en date du 26 août 2003;

12. *Prie* le Secrétaire général de revoir les fonctions des fonctionnaires du protocole et la classe des postes qu'ils occupent, compte tenu des observations pertinentes du Comité consultatif, et de lui faire rapport à ce sujet dans les projets de budget des missions concernées;

#### **V. Partage des coûts associés aux postes de représentant spécial adjoint du Secrétaire général**

1. *Prend note* du paragraphe 62 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>1</sup> et, à cet égard, décide que le poste du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général qui dirige la composante humanitaire et joue aussi le rôle de coordonnateur résident sera financé selon des modalités de partage des coûts convenues avec le Programme des Nations Unies pour le développement;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, dans son rapport d'ensemble, du résultat de l'échange de lettres, en indiquant les profils d'emploi type, l'organigramme et les modalités de partage des coûts qui auront été convenus avec le Programme des Nations Unies pour le développement;

3. *Prie aussi* le Secrétaire général d'indiquer dans les rapports sur l'exécution du budget des missions concernées les montants qui devront être remboursés au titre de la période de transition compte tenu de la date où les accords de partage des coûts auront effectivement pris effet;

#### **VI. Désarmement, démobilisation (y compris réinsertion) et réintégration**

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général<sup>4</sup>;

2. *Note* que les activités de réinsertion font partie du processus de désarmement et de démobilisation, comme le Secrétaire général l'a indiqué dans sa note;

3. *Souligne* que les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration sont des éléments essentiels des processus de paix et des opérations de maintien de la paix intégrées prescrites par le Conseil de sécurité et préconise le

<sup>4</sup> A/C.5/59/31.

renforcement de la coordination de ces programmes dans le cadre d'une démarche intégrée;

4. *Souligne aussi* qu'il importe que les rôles respectifs des opérations de maintien de la paix et de tous les autres acteurs intéressés soient clairement définis;

5. *Souligne en outre* qu'il faut que la coopération et la coordination entre les différents acteurs du système des Nations Unies et de l'extérieur soient renforcées pour que les ressources soient utilisées efficacement et que les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration soient mis en œuvre de façon cohérente sur le terrain;

6. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les projets de budget dans lesquels des ressources sont demandées pour des activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion contiennent des renseignements clairs sur ces activités et sur les dépenses relatives aux postes et aux autres objets de dépense qui s'y rapportent;

7. *Note* que les notions sur lesquelles le Secrétaire général se fonde pour budgétiser les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion sont définies dans la note du Secrétaire général, qui rend compte des travaux en cours sur la question;

8. *Prend note* du fait que le Secrétaire général compte lui présenter, à sa soixantième session, des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration;

## **VII. Projets à effet rapide**

*Prie* le Secrétaire général de rationaliser la mise en œuvre des projets à effet rapide et de veiller à ce que ces projets soient menés à bien dans les délais prévus;

## **VIII. Formation, recrutement et personnel des missions**

*Rappelant* ses résolutions 56/293 du 27 juin 2002 et 57/318 du 18 juin 2003,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la politique de formation et le système d'évaluation du Département des opérations de maintien de la paix<sup>5</sup> et les paragraphes pertinents du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>6</sup>,

*Ayant également examiné* les rapports du Secrétaire général sur les critères de recrutement pour les postes financés au moyen du compte d'appui<sup>7</sup>, sur le recours accru au personnel recruté sur le plan national pour les missions sur le terrain<sup>8</sup>, sur les mesures propres à accélérer le recrutement du personnel des missions hors Siège, compte tenu de la possibilité de déléguer à ces missions le pouvoir de recruter et de la nécessité d'appliquer des procédures de recrutement équitables et transparentes et de mettre en place des mécanismes de supervision<sup>9</sup>, sur les mesures visant à simplifier les directives régissant les affectations temporaires de personnel à des

---

<sup>5</sup> A/58/753.

<sup>6</sup> A/59/736, par. 73 à 79 et par. 117.

<sup>7</sup> A/58/767.

<sup>8</sup> A/58/765.

<sup>9</sup> A/58/764.

missions de maintien de la paix<sup>10</sup>, sur l'état de la liste des membres du personnel civil prêts à être déployés rapidement<sup>11</sup> et sur le recrutement du personnel des missions, y compris le recours aux engagements au titre de la série 300 et de la série 100 du Règlement du personnel<sup>12</sup> et la partie pertinente du rapport du Comité consultatif<sup>13</sup>,

*Ayant examiné en outre* les notes du Secrétaire général transmettant les rapports du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit des politiques et des procédures de recrutement du personnel du Département des opérations de maintien de la paix<sup>14</sup> et sur l'audit de suivi des politiques et procédures appliquées par le Département des opérations de maintien de la paix au recrutement du personnel civil international des missions<sup>15</sup>,

1. *Souligne* l'importance qu'il y a à mettre la dernière main à la stratégie globale de formation et, en attendant que celle-ci soit mise au point, décide de limiter les programmes de formation proposés au personnel civil qui se déroulent ailleurs qu'au quartier général de la mission à des programmes consacrés à l'exécution du mandat de la mission, au fonctionnement efficace de la mission et à l'exécution des fonctions associées à certains postes ou lorsque cela se justifie du point de vue du coût;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de la mise au point et de l'exécution de la stratégie globale de formation et du cadre d'évaluation de la formation à sa soixantième session dans le cadre de son rapport d'ensemble;

3. *Prie également* le Secrétaire général de s'assurer que la stratégie de formation porte aussi sur les besoins de formation du personnel recruté sur le plan national aux fins du renforcement des capacités dans la zone des missions;

4. *Prie en outre* le Secrétaire général de veiller à ce que le personnel de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ait accès à des programmes de formation;

5. *Prie* le Secrétaire général de recourir davantage au personnel recruté sur le plan national;

6. *Rappelle* le paragraphe 7 de la section X de sa résolution 59/266 en date du 23 décembre 2004, décide de fixer à 5 % le quota de postes d'agent des services généraux et du Service mobile autorisés dans l'ensemble des missions, à l'exception des missions qui sont en cours de lancement et sous réserve d'autres conditions exceptionnelles, qui pourront être pourvus par du personnel détaché par le Siège, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur les progrès accomplis pour s'en tenir à ce quota;

7. *Déclare* que les membres du personnel recrutés sur le plan local par une mission ne peuvent être recrutés sur le plan international que s'ils suivent la procédure de recrutement en vigueur et posent leur candidature à un poste

<sup>10</sup> A/57/787.

<sup>11</sup> A/59/763.

<sup>12</sup> A/59/762.

<sup>13</sup> A/59/736, par. 123 à 144.

<sup>14</sup> A/58/704.

<sup>15</sup> A/59/152.

international dans une autre mission pour lequel ils sont en concurrence avec d'autres candidats externes;

8. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que la considération dominante dans le recrutement du personnel soit la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, compte dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies;

9. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de ne ménager aucun effort pour pourvoir rapidement les postes vacants dans les opérations de maintien de la paix;

10. *Décide* que les appels de candidatures affichés dans Galaxy devraient être accompagnés d'un renvoi vers les avis de vacance de poste en cours et que cela devrait s'appliquer à tous les postes internationaux vacants dans les missions de maintien de la paix;

11. *Prend note avec inquiétude* des observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 55 et 56 de son rapport<sup>1</sup> concernant la pratique qui consiste à recourir aux services de vacataires ou de personnes titulaires de contrats de louage de services pour exécuter des fonctions de caractère continu, et prie le Secrétaire général de la consulter de nouveau afin qu'elle examine possibilité de créer un poste si les fonctions exercées présentent véritablement un caractère continu;

12. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur les critères de recrutement pour les postes financés au moyen du compte d'appui<sup>7</sup> et prie le Secrétaire général de mettre à jour les données et de lui présenter un rapport sur la question à sa soixante et unième session pour qu'elle l'examine dans le contexte de la gestion des ressources humaines;

13. *Rappelle* la section X de sa résolution 59/266;

14. *Regrette* que le Secrétaire général n'ait pas fourni toute l'information demandée aux paragraphes 2 et 3 de la section X de la résolution 59/266 dans son rapport sur le recrutement du personnel des missions, y compris le recours aux engagements au titre de la série 300 et de la série 100 du Règlement du personnel<sup>12</sup> et à cet égard réitère la demande qu'elle a faite au paragraphe 3 de la section X de la même résolution;

15. *Décide* de continuer à suspendre jusqu'au 30 juin 2006 l'application du plafond de quatre ans fixé pour les engagements de durée limitée au titre de la série 300 du Règlement du personnel dans les opérations de maintien de la paix;

16. *Autorise* le Secrétaire général, compte tenu du paragraphe 15 ci-dessus, à rengager au titre de la série 100 du Règlement du personnel les membres du personnel affectés à une mission qui bénéficiaient d'un engagement régi par les dispositions de la série 300 et qui auront atteint le plafond de quatre ans au 30 juin 2006, en attendant la décision qu'elle prendra sur la question, à condition que les fonctions exercées par les intéressés aient été évaluées et jugées indispensables et que les résultats des intéressés aient été jugés parfaitement satisfaisants, et le prie de lui présenter un rapport sur la question à la deuxième partie de la reprise de sa sixième session;



17. *Prend note* du fait que les résultats de 278 des 346 membres du personnel visés ont été jugés parfaitement satisfaisants et prie le Secrétaire général d'appliquer rigoureusement les critères exposés dans sa résolution 59/266;

18. *Prie* le Secrétaire général de continuer à utiliser la série 300 comme principale modalité d'engagement des nouveaux fonctionnaires affectés à une mission;

## **IX. Conditions d'emploi**

1. *Rappelle* les paragraphes 5 et 6 de la section X de sa résolution 59/266 par lesquels elle a invité la Commission de la fonction publique internationale et le Secrétaire général à examiner les conditions d'emploi dans les missions et à lui faire rapport sur la question à sa soixante et unième session;

2. *Décide* de limiter la transformation de postes d'agent des services généraux en postes d'agent du Service mobile, en attendant les conclusions de l'examen demandé;

3. *Décide également* que l'examen du Service mobile constitue le mécanisme approprié pour prendre en considération la difficulté des conditions de vie et de travail lorsque cela se justifie;

## **X. Indemnité de subsistance (mission)**

*Rappelant* sa résolution 58/258 du 23 décembre 2003,

*Ayant examiné* le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit des politiques et des procédures relatives à l'indemnité de subsistance en mission<sup>16</sup> et la note du Secrétaire général transmettant ses observations sur la question<sup>17</sup>,

1. *Prie* le Secrétaire général de s'assurer que le Bureau des services de contrôle interne continue à suivre l'évolution des taux de l'indemnité de subsistance (mission) afin de veiller à ce qu'ils soient en rapport avec le coût de la vie effectif dans la zone des différentes missions et avec l'indemnité journalière de subsistance fixée par la Commission de la fonction publique internationale dans les zones visées;

2. *Décide* de revenir sur la question des taux de l'indemnité de subsistance (mission) et des recommandations du Bureau des services de contrôle interne dans le cadre de l'examen des conditions d'emploi dans les missions qu'elle a demandé aux paragraphes 5 et 6 de la section X de sa résolution 59/266;

3. *Décide également* qu'il faudrait mettre au point des directives et des critères afin de fixer le montant des dépenses accessoires et des faux frais pris en compte dans le calcul de l'indemnité de subsistance (mission), compte tenu du fait que de façon générale les taux de l'indemnité de subsistance (mission) ne devraient pas être supérieurs à ceux de l'indemnité journalière de subsistance en vigueur dans le lieu considéré;

<sup>16</sup> A/59/698.

<sup>17</sup> A/59/698/Add.1.

## **XI. Participation des Volontaires des Nations Unies**

*Rappelant* sa résolution 54/245 A du 23 décembre 1999,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la participation des Volontaires des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix<sup>18</sup>, le rapport du Corps commun d'inspection sur l'évaluation du Programme des Volontaires des Nations Unies<sup>19</sup> et la note du Secrétaire général transmettant ses observations sur la question<sup>20</sup> ainsi que les rapports pertinents du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>21</sup>,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général<sup>18</sup>, du rapport du Corps commun d'inspection sur l'évaluation du Programme des Volontaires des Nations Unies<sup>19</sup> et de la note du Secrétaire général transmettant ses observations sur la question<sup>20</sup> et souscrit aux observations et recommandations exposées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 70 à 72 de son rapport<sup>1</sup>;

2. *Constate* que les Volontaires des Nations Unies apportent une précieuse contribution au système des Nations Unies;

3. *Estime* que les Volontaires ne devraient pas se substituer au personnel qui doit être recruté pour pourvoir des postes autorisés afin d'exécuter des activités et programmes prescrits et ne devraient pas être sollicités pour des raisons financières;

4. *Prend note* du paragraphe 25 du rapport du Secrétaire général et de l'intention du Département des opérations de maintien de la paix de poursuivre ses efforts pour tirer parti des possibilités qu'offre une utilisation accrue des Volontaires des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix lorsqu'elles nécessitent des fonctions ou des compétences qui ne sont pas normalement disponibles ou qui sont insuffisantes au sein du Secrétariat;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer à veiller à ce que les Volontaires aient les mêmes obligations et responsabilités et notamment les mêmes normes de conduite que le personnel des Nations Unies;

6. *Prie également* le Secrétaire général d'envisager de recourir plus largement à du personnel recruté sur le plan national dans les opérations de maintien de la paix, chaque fois que possible;

## **XII. Composante militaire**

1. *Prie* le Secrétaire général de tout faire pour que les États Membres qui fournissent des contingents et du matériel aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies soient remboursés dans des délais raisonnables;

2. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à la bonne coordination du déploiement des contingents et du matériel appartenant aux contingents afin d'éviter que les contingents ne se retrouvent démunis;

---

<sup>18</sup> A/55/697.

<sup>19</sup> A/59/68.

<sup>20</sup> A/59/68/Add.1.

<sup>21</sup> A/55/874, par. 41 à 45, et A/59/736, par. 70 à 72.

### XIII. Enquêteurs de région

*Ayant examiné* la note du Secrétaire général par laquelle il transmettait le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur la première année d'expérience de l'emploi d'enquêteurs de région dans les deux centres régionaux de Vienne et de Nairobi<sup>22</sup>,

*Prend note* des conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur la première année d'expérience de l'emploi d'enquêteurs de région dans les deux centres régionaux de Vienne et de Nairobi<sup>22</sup> et appelle notamment l'attention sur la possibilité d'employer des enquêteurs résidents dans les missions les plus importantes et des enquêteurs de région dans les autres missions, qui seraient aussi chargés de fournir un appui dans le cadre d'affaires complexes dans les missions les plus importantes;

### XIV. Exploitation et abus sexuels

*Rappelant* sa résolution 59/\_\_\_,

*Réaffirmant* ses résolutions 48/218 B du 29 juillet 1994, 54/244 du 23 décembre 1999, 59/272 du 23 décembre 2004 et 59/287 du 13 avril 2005,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels<sup>23</sup> et le rapport sur l'enquête du Bureau des services de contrôle interne sur les allégations d'exploitation et de violence sexuelles à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo<sup>24</sup>,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels<sup>23</sup> et du rapport sur l'enquête du Bureau des services de contrôle interne sur les allégations d'exploitation et de violence sexuelles à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo<sup>24</sup>;

2. *Souligne* qu'il importe de mettre au point une politique globale, bien conçue et cohérente, en tenant compte des dispositions pertinentes de la résolution 59/\_\_\_ et en prenant notamment en considération les divers aspects administratifs relatifs à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et les mesures à prendre pour y remédier dans toutes les opérations des Nations Unies;

3. *Affirme* que la mise en œuvre de la politique et des règles de tolérance zéro concernant l'exploitation et les abus sexuels doit figurer clairement parmi les fonctions de base en matière d'encadrement, en particulier pour ce qui est de la répartition des attributions et des responsabilités relatives à la non-application et au non-respect des codes de déontologie, des politiques et des mesures préventives, et doit permettre de s'assurer que les mécanismes adéquats sont en place;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'ensemble à sa soixantième session, fondé sur une analyse approfondie des aspects visés à la section XIV, paragraphe 3, de la présente résolution, et portant sur les points suivants :

<sup>22</sup> A/59/546.

<sup>23</sup> A/59/782.

<sup>24</sup> A/59/661.

a) Examen systématique de toutes les questions relatives à la conduite du personnel, notamment la formulation de politiques générales, la formation, les relations avec les populations locales, le suivi du respect des règles de déontologie, l'établissement des responsabilités, les mesures disciplinaires et les enquêtes;

b) Garantie indiscutable que les compétences et ressources disponibles dans l'Organisation, tant au Siège que dans les missions, notamment dans les domaines de la protection des enfants, de l'égalité des sexes, de l'information et d'autres composantes, dans les limites de leur rôle et de leur mandat respectifs, ainsi que de la gestion des ressources humaines et de la formation, sont pleinement mises à profit, et que les demandes de ressources n'entraînent pas un chevauchement d'activités et de fonctions, améliorent la coordination entre les départements et bureaux compétents et aident les missions à s'acquitter efficacement de leur mandat;

c) Chaîne hiérarchique clairement définie et propositions clairement énoncées en ce qui concerne le niveau hiérarchique du dispositif envisagé, sachant que le Représentant spécial du Secrétaire général est responsable en dernier ressort;

d) Justification exhaustive des ressources demandées, tant au Siège que dans les missions, compte tenu des particularités de chaque mission et de données fondées sur le nombre effectif d'allégations et de cas d'exploitation et d'abus sexuels;

## **XV. Audit mondial de la gestion de la sécurité sur le terrain**

*Ayant pris connaissance* du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit mondial de la gestion de la sécurité sur le terrain<sup>25</sup>,

*Décide* de renvoyer l'examen du rapport du Bureau des services de contrôle interne à sa soixantième session afin de l'analyser dans le cadre de l'examen du renforcement et de l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies;

## **XVI. Achats**

*Rappelant* ses résolutions 57/290 B, 58/297 du 18 juin 2004 et 59/288 A du 13 avril 2005,

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général sur la gestion des achats et des marchés relatifs aux opérations de maintien de la paix<sup>26</sup>, et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>27</sup>,

*Ayant également examiné* les rapports du Secrétaire général sur l'étude de la mise en place d'une centrale d'achats pour toutes les opérations de maintien de la paix à Brindisi (Italie)<sup>28</sup> et sur l'état d'avancement de la constitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide, y compris le fonctionnement des mécanismes

---

<sup>25</sup> A/59/702.

<sup>26</sup> A/58/761 et A/59/688.

<sup>27</sup> A/59/722.

<sup>28</sup> A/59/703.

existants et l'attribution des marchés<sup>29</sup>, ainsi que les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>30</sup>,

*Ayant en outre examiné* la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'achat de biens et de services au moyen de lettres d'attribution<sup>31</sup>,

1. *Prie* le Secrétaire général, afin d'améliorer la transparence et l'efficacité des achats dans les opérations de maintien de la paix, d'assurer l'application et le respect des mécanismes visant à faciliter la récapitulation par toutes les missions des évaluations des progrès et prestations finales des fournisseurs et sa communication immédiate au Service des achats au Siège;

2. *Prend note* des progrès accomplis dans l'harmonisation des bases de données concernant les achats au Siège et dans les missions et, à ce propos, se félicite des actions qui se poursuivent pour améliorer la transparence et la responsabilité d'un système d'achats global, et notamment de l'existence de données sur les achats relatifs au maintien de la paix à l'intention des États Membres, qui peuvent être actuellement consultés sur le site Web du Service des achats de l'ONU;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'améliorer la communication de données sur les achats aux États Membres et d'envisager des procédures d'achat utilisées par les secteurs public et privé;

4. *Prend note* des initiatives prises par le Secrétaire général pour offrir aux pays en développement et aux pays en transition davantage de possibilités d'emporter des marchés et lui demande :

a) De continuer de simplifier la procédure d'agrément des fournisseurs, compte tenu des possibilités d'accès à l'Internet;

b) De prendre des mesures complémentaires pour informer les milieux d'affaires des débouchés offerts par le système des Nations Unies, et notamment :

i) D'organiser d'autres séminaires à leur intention;

ii) D'inviter le Groupe de travail interorganisations sur les achats à tenir davantage de réunions dans les pays en développement;

iii) D'inscrire la question intitulée « Diversification des sources d'approvisionnement » à l'ordre du jour des réunions annuelles du Groupe de travail interorganisations sur les achats;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les missions de maintien de la paix observent leur plan d'achats afin de pouvoir tirer parti d'une bonne planification des achats;

6. *Engage* le Secrétaire général à continuer de suivre et de corriger les causes de délais d'approvisionnement excessifs des missions de maintien de la paix;

7. *Engage également* le Secrétaire général à continuer de faire en sorte que toutes les missions de maintien de la paix définissent officiellement les besoins de

<sup>29</sup> A/59/701.

<sup>30</sup> A/59/736/Add.2 et A/59/736, par. 114 à 116.

<sup>31</sup> A/57/718.

formation de tous les responsables des achats et les communiquent au Siège, de façon que la formation puisse être planifiée et évaluée comme il convient;

## **XVII. Gestion du matériel**

1. *Rappelle* que le Département des opérations de maintien de la paix devrait veiller à ce que toutes les missions appliquent un programme de remplacement du matériel qui soit rentable et strictement conforme aux directives relatives à la durée de vie utile du matériel;

2. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que les chefs des opérations de maintien de la paix adoptent des mesures efficaces de gestion et de reconstitution des stocks, ainsi que des procédures rationnelles de passation par profits et pertes qui leur permettent de se défaire du matériel inutilisable ou dont elles n'ont plus besoin;

3. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que des accords écrits officiels portant notamment sur des éléments tels que le remboursement et la responsabilité, soient conclus avec d'autres organes des Nations Unies avant que des ressources appartenant aux opérations de maintien de la paix leur soient prêtées;

4. *Se félicite* des mesures prises pour renforcer la coopération entre missions, en particulier entre missions se trouvant dans la même région, et souligne que tout accord concernant le prêt ou le partage de matériel soit clairement compris et documenté par les missions intéressées, étant entendu qu'il continue d'incomber aux différentes opérations d'établir et de superviser leur budget ainsi que de contrôler leur matériel et leurs opérations logistiques;

## **XVIII. Technologies de l'information**

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les besoins fonctionnels des missions hors Siège en matière de technologies de l'information et des communications<sup>32</sup> et sur la stratégie en matière de technologies de l'information et des communications : arrangements pour le système Galaxy<sup>33</sup>, ainsi que la partie pertinente du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>34</sup>,

1. *Prie* le Secrétaire général de tenir pleinement compte de la rentabilité des technologies de l'information et des communications et de rendre compte de son incidence sur les ressources nécessaires au compte d'appui;

2. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que la stratégie en matière de technologies de l'information et des communications adoptée par l'Assemblée générale soit appliquée rigoureusement, afin d'éviter les doubles emplois;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général d'appliquer le système Galileo à toutes les opérations de maintien de la paix, afin d'unifier les stocks des opérations de maintien de la paix;

---

<sup>32</sup> A/58/740.

<sup>33</sup> A/59/265/Add.1.

<sup>34</sup> Voir A/59/736, chap. III.E.

## **XIX. Opérations aériennes**

*Rappelant* sa résolution 59/288 B du 13 avril 2005,

1. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires participant aux opérations aériennes reçoivent la formation requise, comme spécifié dans le *Manuel des opérations aériennes*;
2. *Prie également* le Secrétaire général de continuer de procéder à des inspections de la qualité des services d'aviation et à des évaluations de ces services dans les missions afin de confirmer le respect des normes établies;
3. *Prie en outre* le Secrétaire général d'établir sur une base plus réaliste le budget des opérations aériennes, en tenant compte de la surbudgétisation des besoins en transports aériens de certaines opérations de maintien de la paix;
4. *Prie* le Secrétaire général de réaliser une étude de l'effet de la nouvelle structure des coûts afférents aux opérations aériennes, en tenant compte des observations et recommandations pertinentes du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des commissaires aux comptes<sup>35</sup>, et de rendre compte de la question dans le cadre de son prochain rapport d'ensemble;

## **XX. Transports terrestres**

1. *Prie* le Secrétaire général de lui communiquer une étude de la rentabilité du transfert de véhicules ayant un kilométrage élevé à la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (Italie), à d'autres missions et à des missions futures, compte tenu du coût du transport, et de lui rendre compte à ce sujet à sa soixantième session;
2. *Prie également* le Secrétaire général, dans le contexte de son rapport d'ensemble, de fournir des renseignements détaillés sur l'application de la politique en matière de véhicules, conformément au paragraphe 86 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>1</sup>;
3. *Prie en outre* le Secrétaire général d'élaborer une politique type régissant l'achat et l'affectation des véhicules civils ordinaires et des véhicules blindés spécialement équipés, ainsi que des véhicules de représentation;

## **XXI. Rapport entre les parcs automobile et informatique et les effectifs**

1. *Constate avec préoccupation* l'absence d'informations au sujet de l'application des normes d'attribution des véhicules et des écarts dans l'application des coefficients standard;
2. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les opérations de maintien de la paix respectent les coefficients standard en ayant à l'esprit le mandat, la complexité et la taille des différentes opérations de maintien de la paix;
3. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que dans toutes les missions, le coefficient effectif véhicules lourds/véhicules moyens ne dépasse pas le coefficient standard établi de 1:1 et de justifier toute dérogation à ce coefficient;

---

<sup>35</sup> Ibid., sect. II.

4. *Prie en outre* le Secrétaire général d'examiner les politiques relatives aux coefficients standard de véhicules par rapport aux effectifs et de lui communiquer, dans le contexte de son rapport d'ensemble, des renseignements sur les résultats de l'étude et les mesures prises pour faire en sorte que les différentes opérations de maintien de la paix respectent les coefficients standard, tout en tenant compte du mandat, de la complexité et de la taille des différentes opérations;

5. *Prie* le Secrétaire général de réaliser davantage d'économies dans l'attribution de véhicules 4x4 au personnel civil des missions, en particulier, mais pas exclusivement, pour ce qui est des hauts responsables de la classe D-1 et au-delà, en gardant à l'esprit que le coefficient établi pour les véhicules 4x4 ne doit pas être dépassé, et de lui rendre compte de l'application de ce coefficient à sa sixième session, dans le contexte de son rapport d'ensemble;

6. *Encourage* le Secrétaire général à réduire progressivement l'allocation d'une imprimante par poste de travail et d'appliquer avec effet immédiat, lorsque cela est réaliste et d'un bon rapport coût-efficacité, un coefficient d'une imprimante pour quatre ordinateurs de bureau pour tous les postes de travail des missions de maintien de la paix, au siège et sur le terrain;

7. *Décide* de reporter à plus tard l'examen de nouvelles dispositions concernant les ordinateurs de bureau, les imprimantes et les ordinateurs portatifs au siège et sur le terrain, à l'exception du cas des nouvelles missions et des missions faisant l'objet d'une expansion prescrite par le Conseil de sécurité, ainsi qu'aux fins de remplacement en stricte conformité avec la résolution de l'Assemblée générale, en attendant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit de gestion détaillé portant sur les pratiques du Département des opérations de maintien de la paix, visé au paragraphe 4 de la section IV de la présente résolution;

## **XXII. Contrats de fourniture de rations**

1. *Prie* le Secrétaire général de réaliser une analyse coûts-avantages de la livraison de rations alimentaires par voie aérienne, sans préjudice de la fourniture de vivres aux contingents, et d'appliquer à chaque opération de maintien de la paix l'option la plus viable et la plus économique;

2. *Prie également* le Secrétaire général de faire en sorte que toutes les missions suivent et évaluent le système de gestion de la qualité des fournisseurs de rations afin de s'assurer que la qualité des aliments et les conditions d'hygiène répondent aux normes établies;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de réaliser une analyse coûts-avantages de l'utilisation d'un mécanisme d'inspection indépendant afin de vérifier le respect par les adjudicataires et fournisseurs de toutes les prescriptions techniques en matière de qualité, d'hygiène et de plans de livraison.